

Pour le renouveau du syndicalisme étudiant **DÉCLARATION SOUMISE À LA RÉFLEXION DU COLLECTIF NATIONAL** **DE L'UNEF DES 6 ET 7 MAI 2000**

Les récentes élections du CROUS ont été un désastre pour l'UNEF. Aux heureuses exceptions près de Clermont et de Nantes, les listes présentées par des AGE qui y sont affiliées ne progressent nulle part, et reculent presque partout, ce par rapport au résultat déjà catastrophique de 1998.

Plus largement, elles sont un sujet de remise en cause pour le syndicalisme étudiant dans son ensemble. Progressent en effet des organisations qui n'ont jamais eu de caractère syndical. Triomphe, aussi et surtout, une force, l'UNEF-ID, sur le caractère syndical de laquelle on peut s'interroger, après la campagne à tout point de vue scandaleuse qu'elle a menée.

On peut certes, et on doit, émettre des réserves sur la façon dont ces élections sont organisées, en particulier l'ont été cette année. Elles n'en sont pas moins un symptôme d'une crise générale de la notion même de syndicalisme étudiant, hors du cadre de laquelle leur résultat ne peut être analysé sérieusement.

Elles n'en sont pas le principal symptôme. Ce n'est pas la première fois qu'un ministre qui a incarné une accélération de la politique plus que trentenaire de casse de l'Éducation nationale est contraint à démissionner par la mobilisation des acteurs de celle-ci. Les exemples d'Alain Devaquet en 1986 et Lionel Jospin en 1992 suffisent à l'illustrer. Mais c'est la première fois que la part propre du mouvement étudiant dans cette mobilisation est si faible: quelques efforts locaux, limités, n'ont pas suffi à lui donner sa part, alors que les étudiants étaient pourtant victimes autant que les enseignants du secondaire de la politique que menait Allègre après beaucoup d'autres.

Les mobilisations locales, du mouvement de novembre-décembre 1998 aux plus récentes grèves d'Évry et du Havre n'ont pas trouvé de relais national suffisamment puissant pour permettre leur débouché dans une participation massive des étudiants au mouvement de toute l'Éducation nationale. A l'heure où il s'agit de poursuivre la lutte pour que le départ d'Allègre marque la rupture avec ses réformes et celles de ses prédécesseurs, ce constat est plus qu'inquiétant.

Pour nous, il est clair que cette absence de mobilisation et le résultat des élections du CROUS sont dus non au rejet par les étudiants du syndicalisme, mais à l'absence d'un syndicalisme étudiant crédible, dont le besoin est pourtant criant.

Il est donc pour nous hors de question de nous résigner à l'inaction, ou à substituer à la notion de syndicalisme celle, fourre-tout, de "mouvement étudiant".

En 1971, à une crise aussi grave, avait répondu le renouveau du syndicalisme étudiant. Aujourd'hui, c'est à un deuxième renouveau que nous appelons, sans en méconnaître les difficultés, mais conscients de sa nécessité.

Ce renouveau ne sera possible que par l'affirmation de trois principes:

— DÉTERMINATION à défendre les intérêts des étudiants, et subordination de tout autre principe d'action à celui-ci.

— MOBILISATION constante par une présence au quotidien sur le terrain. Le refus de toute démarche délégataire ne doit pas être un principe moral mais un impératif pratique. Il s'agit de convaincre le plus grand nombre possible d'étudiants qu'un syndicat ne peut pas servir à agir à leur place, mais peut leur donner des moyens d'agir.

— UNITÉ, bien sûr. Devant l'urgence d'un tel renouveau, il ne devrait pas être question de querelles de chapelle ou de rancurs liées à des affrontements ou scissions anciens ou récents. Mais unité syndicale, dans l'objectif précis défini par les deux principes précédents. Il est inutile de rappeler ici le mal qu'a fait la recherche pendant l'année 1999 de l'unité pour l'unité, sans principe ni projet, aux dépens de l'action syndicale.

Une première échéance doit être l'occasion de manifester notre volonté de renouveau, sur ces trois principes: les élections du CNOUS et du CNESER. Le contexte donne à ces élections qui, par nature, sont sans surprise, un enjeu capital: elles peuvent faire émerger, face à l'hégémonie de l'UNEF-ID et des corpos, une force porteuse de l'exigence d'un véritable syndicalisme étudiant, dépassant les clivages d'appareils internes et externes.

Nous appelons donc à la constitution, sur une plate-forme clairement syndicale qui suffira à les distinguer radicalement des autres listes en présence, de listes pour le CNOUS et le CNESER de rassemblement sur la base des trois principes énoncés ci-dessus, dans la perspective de la réunion à l'automne d'un congrès du renouveau et de l'unité du syndicalisme étudiant organisé par tous les syndicats locaux et toutes les directions nationales qui auront pris part à cette démarche.

Nous demandons à tous les élus et militants syndicaux étudiants de France de prendre toutes leurs responsabilités pour que cette démarche aboutisse, comme nous sommes prêts à prendre toutes les nôtres

En Sorbonne, le 2 mai
Tolbiac, le 2 mai
Evry, le 4 mai